

ACCROITRE L'INCLUSION FINANCIERE DES FEMMES RURALES, CAS TYPIQUE DES FEMMES DE WALUNGU ENCADREES PAR L'IMF TGD

EMMA NSIMIRE CIZUNGU

Institution d'origine : Institut Supérieur des Arts et Métiers (ISAM – BKV).

DOI: <https://doi.org/10.56293/IJASR.2024.6112>

IJASR 2024

VOLUME 7

ISSUE 5 SEPTEMBER - OCTOBER

ISSN: 2581-7876

Abstract: Introduction: The objective of this study is to analyze the mechanisms of financial exclusion faced by rural women and identify strategies to improve their access to financial services.

Methods: The research utilized an analytical method supported by data collection techniques including interviews, document analysis, surveys, free observation, and sampling. Two main sampling methods were employed: probabilistic (random) and non-probabilistic (empirical) methods. Data analysis involved statistical verification of results and discussions.

Results: Demographics: Among the surveyed, 35.5% are women over 35 years old. The number of children supported by households increased from 0-3 children for 46% of respondents before accessing credit to 52.5% after accessing credit. The number of households with 3-6 children increased from 25.5% to 27.5%, while those with 6-10 children decreased from 24% to 15%. This decrease is attributed to older children completing their studies and no longer being a financial burden.

Meals: Before receiving credit, 53.6% of respondents had only one meal per day, which decreased to 15.5% after receiving credit. The proportion of households with two meals per day increased from 30% to 68.8%, and those with three meals per day increased from 27.5% to 29.5%. This indicates improved access to basic needs.

Credit Allocation: 68% of respondents use credit for small-scale commerce. Regarding marital authorization, 50% of respondents did not obtain spousal permission before receiving credit, 68% did, and 32% did not inform their spouses. TGD requires spousal authorization and signature for credit approval.

Credit Conditions: 7.5% of respondents find the credit conditions very easy, 23% find them easy, 15% find them difficult, and 54.5% find them very difficult.

Guarantees: 18% of respondents use their salaries as collateral, 77% use solidarity guarantees, and 105% use mortgages or pledges. 19% of respondents positively rate TGD's credit policy as good, 49.5% as fairly good, and 31.5% as poor.

Client Wishes: 81% of respondents wish for TGD to strengthen the solidarity guarantee system, 11% request a different type of guarantee, and 8% prefer not to involve their husbands in credit decisions.

Conclusion: To achieve the study's objectives, an analytical method supported by various data collection techniques was used, including interviews, document analysis, surveys, and observations. Both probabilistic and non-probabilistic sampling methods were applied. The results confirm the initial hypotheses. Improvements in credit access, particularly for poor rural women, were observed. Recommendations include enhancing the solidarity guarantee system and considering other forms of collateral to improve financial inclusion for rural women.

Keywords: Improvement, credit access, rural women, TGD microfinance institution.

II. PROBLEMATIQUE

Dans le monde, 86% des femmes et des hommes, dans les campagnes, vivent de l'agriculture, représentant environ 1,3 milliard de personnes. Dans les pays en développement, il s'agit des petits exploitants ou des paysans sans terre dont 43 % sont des femmes.

En fait, les femmes, dans le monde rural, sont souvent responsables de la culture vivrière et du petit élevage et dans la plupart du temps assurent ce travail de façon non rémunérée. Elles doivent assurer ces activités en plus de leurs tâches ménagères et de la prise en charge des membres de la famille : mari, parents, d'où le dicton : « ...*le travail de la femme n'est jamais fini*». ¹

En tant que telles, elles jouent un rôle actif concernant la réalisation des ODD mais elles sont souvent confrontées à des contraintes structurelles persistantes les empêchant de jouir pleinement de leurs droits humains et sapent les efforts déployés sur le plan économique pour améliorer leur vie et celle des personnes qui les entourent.

La République Démocratique du Congo traversant depuis une décennie une crise politique, sociale et économique à laquelle s'est ajouté l'instabilité causée par les différentes guerres et des conflits ayant perturbés profondément les politiques de développement, l'économie et les relations à l'intérieur du pays et spécialement dans la province du Sud – Kivu ² n'est pas épargnée à cette situation.

En effet, les hommes que jadis étaient considérés comme les premiers responsables du développement socio – économique de leurs ménages se retrouvent affaiblis suite à cette situation.

Dans ce nouveau contexte, les femmes ayant pris conscience de cet état des choses se sont impliquées dans l'amélioration des conditions de vie socioéconomique de leurs ménages par les activités économiquement rentables malgré leurs moyens financiers limités. Raison pour laquelle leurs efforts nécessitent d'être appuyés par une tierce personne afin de rendre leurs activités plus rentables et durables, tel que stipulé dans le dernier rapport du sommet mondial du micro – crédit, 84,2% des client(e)s de la micro – crédits sont les femmes. ³

Le microcrédit joue un rôle capital en termes d'autonomisation des femmes. Il renforce leur indépendance, leur rôle et le respect dû à leur position dans la communauté et le foyer. Pendant que les institutions internationales considèrent l'accès des femmes au crédit comme une condition essentielle de la lutte contre la pauvreté, la contribution de la micro finance dans la lutte contre la pauvreté n'est en réalité pas si certaine.

Ce débat se pose d'autant plus qu'au Sud et spécialement en RDC, les dispositifs de micro finance foisonnent à l'image des projets de développement, bien que les expériences du Bangladesh avec le succès de la Grameen Bank et celles de l'Inde soient les plus médiatisées, ... ⁴

Comme le crédit a un rôle considérable à jouer dans l'amélioration économique, sociale et politique de la condition féminine à travers le monde, l'augmentation du pouvoir économique des femmes leur permet de s'organiser plus efficacement, de s'affirmer en tant que femme rurale, de participer au processus de décision et d'élaboration des politiques les concernant, et de défendre leurs propres intérêts auprès des pouvoirs publics et des différentes institutions concernées.

Selon le rapport narratif de TGD 2013, on trouve que le montant du portefeuille de crédit offert aux femmes en générale est inférieur à celui des hommes (Soit 21% et 79%) ⁵

¹ Adolphe IRAGI RUGAMBWA; Les micro-crédits et le bien être socio-économique des ménages; ISDR- Bukavu , Mémoire de licence, 2007

² Nsimire Cizungu Emma, Tous pour le genre dans le développement TGD, une Analyse des stratégies de lutte contre la pauvreté et la promotion des Genres au par les micro crédits, cas de la ville de Bukavu et ses périphéries. Mémoire de licence, ISDR-Bukavu, 2009-2010

³ Rapport du sommet mondial de micro – crédit, 2005

⁴ Adolphe IRAGI RUGAMBWA, Les micro-crédits et le bien être socio-économique des ménages, ISDR-Bukavu , Mémoire de Licence, 2007

⁵ Rapport narratif de TGD 2013

De ce 21 %, il n'y a que 3% du montant de ce portefeuille qui va vers les femmes en milieu rural, même quand hommes et femmes font partie d'un même programme de crédit, de la même communauté et du même groupe cible.

De ce qui précède, il y a lieu de constater que la différence dans la taille des crédits octroyés par plusieurs IMF's et particulièrement par le TGD résulte de plusieurs facteurs.

Premièrement, les femmes rurales ont un faible accès à l'information concernant les Institutions d'épargne/crédit formel. En effet, il existe un important problème de communication des banques avec le milieu rural en général et les femmes en particulier. Les rares programmes de vulgarisation concernant leur fonctionnement et services financiers, ont pris principalement pour cible les agriculteurs, sans se soucier des spécificités féminines. Par conséquent, les femmes rurales ont une notion très limitée des services d'épargne/crédit institutionnel.

Deuxièmement, les femmes rurales sont souvent considérées comme insolvable dès leur degré d'exploitation de leurs terres (agriculture de subsistance), et sont perçues comme une population à haut risque pour les institutions financières.

Troisièmement, les banques et institutions financières hésitent à accorder des prêts aux femmes car ils sont généralement d'un faible montant et n'assurent pas la rentabilité de cette opération pour les banques. L'exigence des garanties (titres de propriétés foncières ou de bétail) ainsi que le problème d'analphabétisme et de connaissance en gestion, les femmes rurales ont des bonnes raisons de ne pas tenter l'accès à ces services financiers. Bien sûr les groupes des femmes ont plus de chance de voir aboutir leur demande mais cela nécessite une organisation des femmes au sein de leur communauté qui n'est pas encore largement étendu.

Quatrièmement, et peut-être les plus difficiles, sont des obstacles d'ordre socioculturel. Il est particulièrement complexe pour les femmes rurales de faire face aux pratiques sociales de leurs communautés et cela requiert un travail de longue haleine. Cela regroupe toutes les normes et règles sociales (incluant le droit à la terre et les processus d'héritage), les pratiques religieuses et phénomène de castes, les tabous sociaux, les préjugés contre les femmes et les femmes rurales en particulier.

Cinquièmement, l'exigence des garanties : les femmes en générales et des femmes rurales en particuliers n'ont pas des biens matériels à donner en garantie. La plupart de fois elles sont pauvres et ne peuvent offrir que de garanties en cautionnement solidaire. Les Institutions de Financement leur exigent des garanties qu'elles ne peuvent pas fournir. Très souvent la femme qui veut solliciter un crédit n'est pas propriétaire ni de terrain ni de maison ou de tout autre élément de garantie et ne dispose pas suffisamment de fonds propres. Ainsi, les difficultés d'accéder au financement de fonds est surtout le manque d'hypothèque des femmes.

Enfin, vient la classique difficulté des populations rurales qui n'est pas spécifiquement féminine. Les banques ayant rarement de représentation établie dans les zones rurales, les femmes sont dans l'obligation de se déplacer à la ville et cela consiste parfois en de longues heures de marche. Cela ne concerne pas uniquement la simple ouverture d'un compte ou demande de crédit, mais cela doit être réitéré à chaque dépôt, chaque renseignement, chaque demande. Ajouter au coût en temps et en transport, il faut aussi introduire un coût social car de nombreux préjugés existent sur les femmes rurales allant à la ville et un coût économique par leur absence au sein de leur famille pour y assurer les tâches domestiques et de production quotidiennes.

Toutes ces difficultés d'accès au crédit éprouvées par les femmes rurales réduisent le champ de leurs initiatives et sont contre leur développement économique et social et par conséquent les maintiennent en état de dépendance et d'insécurité quotidienne.

Ainsi, vu toutes ces difficultés auxquelles les femmes rurales font faces pendant que l'industrie de la micro finance devient de plus en plus sophistiquée dans le développement de produits et services ciblés, il est important de porter une attention à la cible des femmes et particulièrement en milieu rural et au renforcement de leur pouvoir d'action.⁶

⁶ Dr. Konrad Ellsäßer, Finances pour le développement économique & social (FIDE), agriculture & développement rural, la microfinance durable pour les zones rurales, Mali, 2006

Leurs capacités d'action valent la peine d'être soutenue d'autant plus que les programmes de micro finance ont le potentiel de transformer les relations de pouvoir et de renforcer le pouvoir d'action des femmes pauvres aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

Au sud- Kivu sur 7 IMFs agréées existantes 5 exigent des garanties d'hypothèque pour accorder un crédit et cela constitue une contrainte réelle au développement des activités des femmes rurales,

Ainsi notre principale question est de savoir comment permettre aux femmes rurales de Walungu qui n'ont pas des garanties d'accéder aux crédits offerts par les IMFs de la place en prenant le cas de TGD en vue de leur donner la possibilité ou l'occasion d'assurer efficacement leur rôle au sein de la communauté dont elles font partie.

Ce présent travail a comme objectif global de Analyser les mécanismes d'exclusion financière des femmes rurales et identifier des pistes pour améliorer leur accès aux services financiers.

III. Hypothèse

La question soulevée dans la problématique nécessite de réponse provisoire considérée comme point de départ de notre travail. Ainsi nous postulons que La création des Associations de Crédit Intermédiaire (ACI) au sein des communautés rurales de Walungu, soutenues par la TGD, permettra d'améliorer l'accès des femmes aux crédits, renforçant ainsi leur autonomie économique et contribuant à réduire la pauvreté féminine.

IV. MATERIEL ET METHODE

a) Population d'étude et ciblée.

Notre univers d'enquête englobe les femmes agricultrices, éleveuses, et petit commerçantes de Walungu qui ont un dossier de crédit ou de demande de crédit au TGD ; Mais pour notre étude nous nous Avons focalisé notre attention sur les 8 groupements dans les quels intervient TGD et seulement 4 ont concerné notre enquête il s'agit de : Lurhala, Ikoma; Kamisimbi et Nduba ;

b) Modalités d'administrations

Le questionnaire d'enquête a été, administrés à nos enquêtés par écrit en langue locale, et d'autres ont été guidés par nous car une portion de nos enquêtés est constituée par les moins ou les non instruits.

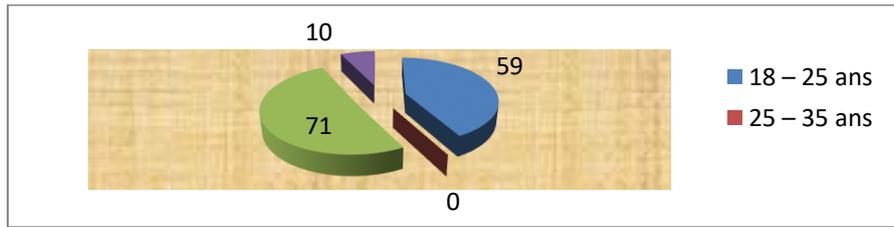
c) De l'échantillon

Dans un premier temps, nous avons utilisé la méthode empirique pour tirer les localités qui feront partir de notre échantillon pour un Total des 16 localités de Walungu. Ainsi, sur les 16 nous avons tiré 8 localités soit une proportion de 50% ou un taux de sondage égal à 1/2. Ensuite, nous avons utilisé la méthode aléatoire pour choisir les individus qui feront partir de notre d'échantillons au niveau de chaque localité. Il s'agit de prendre au hasard tous les dossiers des crédits des femmes possèdent un crédit ou demande de crédit au TGD disponibles pour notre enquête, nous avons choisi 50 femmes au niveau de chaque localité choisie soit 1demi de sa population. Ce qui nous fait 200 individus sur un total de 800 soit 25%.

V. PRESENTATION PROPREMENT DES RESULTATS D'ENQUETES

1. Identification des enquêtés

Figure n°1: Age des enquêtés



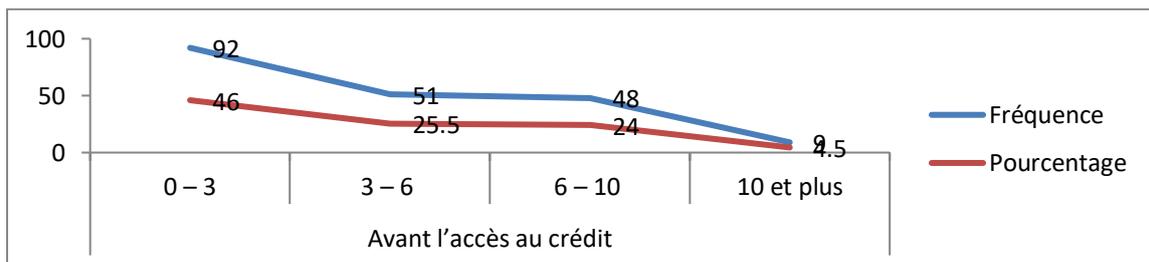
Source: Nos enquêtes.

Commentaire:

Au vu de cette image ci- haut, nous constatons que sur 100% d'enquêtés, 35,5% soit 71 personnes sont constituées par les responsables des femmes ayant plus de 35 ans. A cet âge, les adultes sont généralement père ou mère de famille et donc ont une lourde responsabilité de pourvoir aux différents besoins familiaux. Pour ce faire, ils ont besoin d'une tierce main pour les aider à pourvoir aux besoins des leurs ménages. Mais aussi constatons que 29,5% et 30%, soit 59 et 60 personnes sont constituées par les femmes qui commencent à organiser leurs vies et donc étant dans la classe de ceux qui sont activement fortes et peuvent mener une activité génératrice des revenus quelconque.

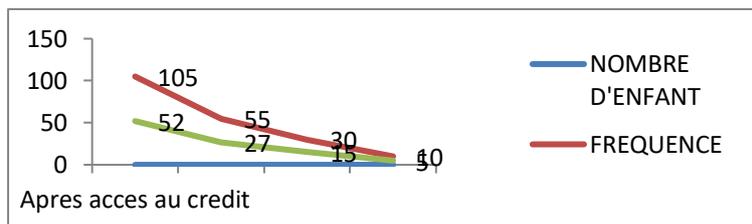
2. Questions portant sur le vécu quotidien des ménages

Figure n°2: Nombre d'enfants à charge de l'enquêté avant l'accès au crédit



3. le nombre d'enfants à charge d'enquêté avant et après l'accès au crédit.

Figure n°3: Nombre d'enfants à charge de l'enquêté après l'accès aux crédits



Source: Nos enquêtes

L'effectif d'enfants à charge traduit le poids supporté par les clients des activités de TGD. Ce qui fait que la plus part des crédits est salvateur. Ces enfants sont à la fois charge et stimuli qui poussent encore la femme se retrouvant dans notre contexte à travailler davantage pour ne satisfaire que les besoins primaires des leurs ménages.

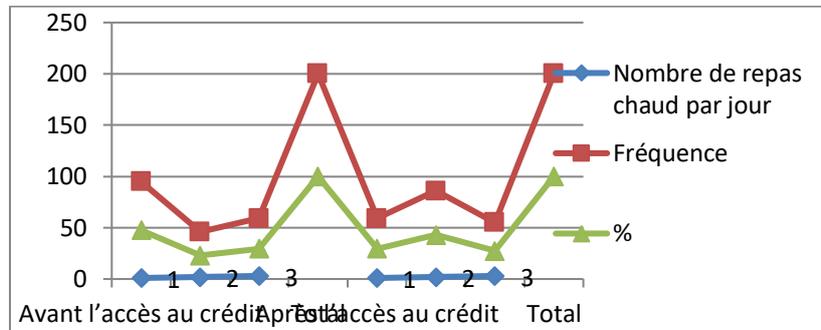
Ce tableau montre clairement que les enfants supportés dans le ménage avant l'accès au crédit étaient moins que ceux qui sont supportés après l'accès au crédit. Avant le crédit, nombreux avaient sous leurs charges 0 à 3 enfants soit 92 enquêtés constituant 46 % et après l'accès au crédit le chiffre a augmenté à 95 soit 52,5 %.

Pour ceux qui avaient une charge de 3 à 6 personnes avant l'accès au crédit, la fréquence est passée de 51 à 55 soit 25,5 % à 27,5 % et pour ceux dont la charge de 6 à 10 enfants avant l'accès au crédit, la fréquence s'est abaissée de

48 à 30 soit 24 % à 15 % ; ceci s'explique par le fait qu'il y a des enfants qui ont fini leurs études et qui ne sont plus à la charge de leurs parents. Quand bien même ils vivent sur le toit familial, ils ne sont plus vraiment une charge pour les parents.

4. Nombre des repas chauds pris par jour par ménage

Figure n°4:



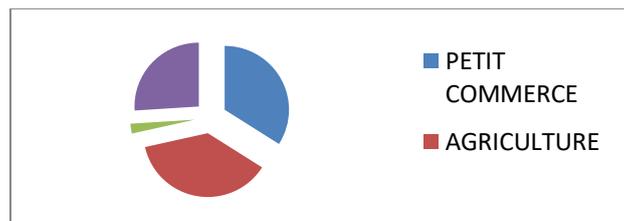
Source: Nos enquêtes.

Commentaires:

Ce Figure montre que 95 enquêtés soit 53,6% prenaient 1 seul repas par jour avant qu'ils aient accès au crédit et après l'accès au crédit le chiffre a été réduit à 59 enquêtés soit 15,5%. Pour ceux qui prenaient 2 repas par jour avant l'accès au crédit, le chiffre est passé de 46 à 86 soit 30% à 68,8% après l'accès au crédit. Pour ceux de 3 repas par jour, après l'accès au crédit, la fréquence est passée de,59 à 55 soit 27,5 à 29,5%. Ce qui prouve qu'il y a amélioration pour cette variable et cela est parmi les besoins primaires que les ménages doivent satisfaire quand ils ont accès au crédit comme est l'objectif de TGD. Car le non accès au repas régulier est parmi les manifestations de la pauvreté.

5. Répartition des bénéficiaires par l'activité menée grâce au crédit TGD

Figure n°5



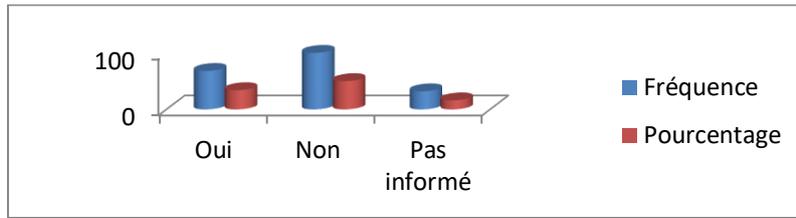
Source: Nos enquêtes.

Commentaire:

Remarquons, que dans ce tableau 68% de nos enquêtes affectent la somme reçue du crédit dans l'activité de petit commerce.

6. De l'accord du partenaire pour accéder au crédit

Figure n°6:



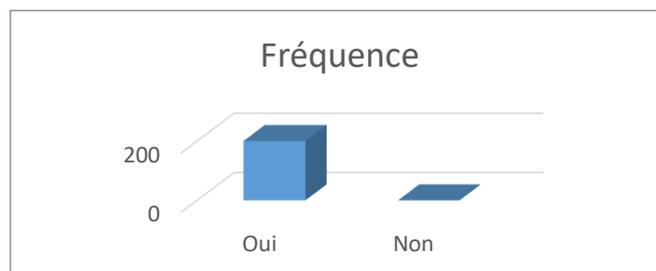
Source: Nos enquêtes

Commentaire:

Dans cet Figure, 50 pourcent de nos enquêtés, donc 100 individus n’obtiennent pas l’autorisation maritale avant l’octroi des crédits, 68 L’obtiennent et 32 n’informent pas leurs conjoints

7. De l’exigence de l’autorisation maritale par TGD avant l’octroi de crédit.

Figure n°7:



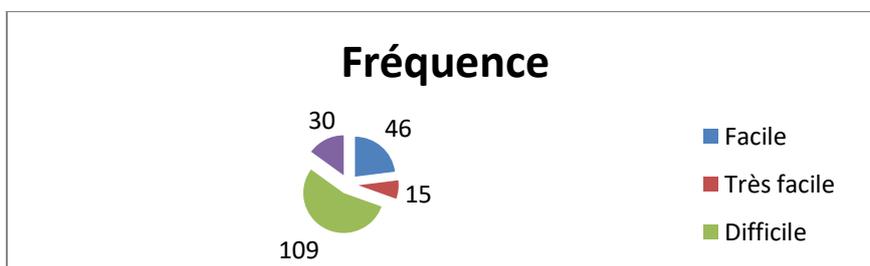
Source: Nos enquêtes.

Commentaire:

Cet Figure montre que tous nos enquêtés, soit 100% confirment que TGD exige l’autorisation maritale avant de débloquer un crédit et la signature de celui-ci lors du décaissement.

8. Avis des bénéficiaires sur les conditions générales d’accès aux crédits de TGD

Figure n°8:



Source: Nos enquêtes.

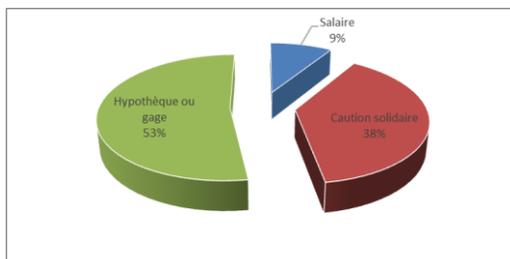
Commentaire:

Nous constatons dans cette figure que 15 femmes soit 7,5% de nos enquêtées ont dit que les conditions d’accès aux crédits de TGD sont très faciles ; 46 femmes soit 23% des enquêtés ont affirmées qu’elles sont faciles ; pour 30

femmes, soit 15%, elles sont difficiles et pour la majorité, 109 femmes soit 54,5% de nos enquêtés, elles sont très difficiles.

9. De la Garantie donnée pour accéder au crédit

Figure n°9

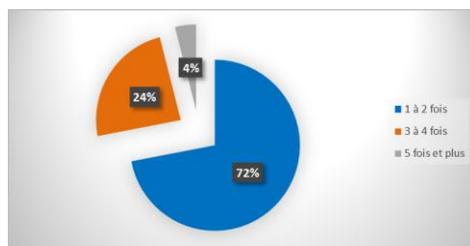


Source: Nos enquêtes

Au vu de cette figure, nous remarquons que 18% de nos enquêtés disent qu'ils laissent leurs salaires comme garantie ; 77% des enquêtés ont la caution solidaire comme garantie et 105% des hypothèques ou gage pour accéder aux crédits.

10. Du nombre des renouvellements des crédits

Figure n°10:



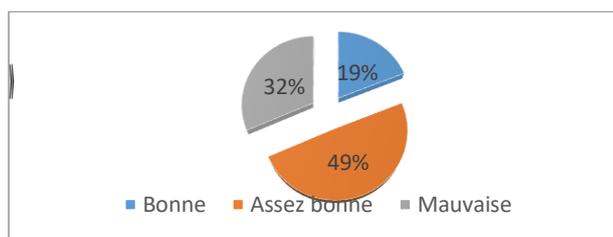
Source: Nos enquêtes

Commentaire:

Sur 200 femmes enquêtées, la majorité d'entre elles (144) représentant 72% ont déjà renouvelée une à deux fois leurs crédits ; 48 femmes, soit 24% l'ont déjà fait au moins trois à quatre fois et 8 femmes, soit 4% ont aussi renouvelée cinq fois et plus.

11. Appréciation de la politique générale de crédit de TGD par les clients

Figure n°11:



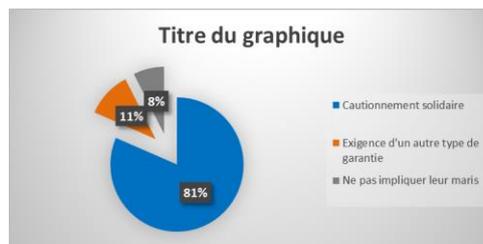
Source: Nos enquêtes

Commentaire:

A travers cette figure nous constatons que 19% de nos enquêtées apprécient positivement la politique générale de crédit de TGD en disant qu'elle est bonne, 49,5%, représentant la majorité des enquêtés disent qu'elle est assez bonne et 31,5% des femmes enquêtées n'apprécient pas cette politique en disant qu'elle est mauvaise.

12. Souhaits des clients

Figure 12.



Commentaire:

De cette figure il ressort que la majorité des femmes enquêtées, soit 81% souhaitent que TGD renforce le système de cautionnement solidaire comme garantie à exiger aux femmes pour avoir accès aux crédits ; 11% demande que TGD mette en place un autre type de garantie sans pour autant préciser laquelle et 8% des femmes enquêtées préfèrent que TGD n'implique pas leurs maris dans prise décision lors de l'octroi des crédits.

VI. DISCUSSION DES RESULTATS

Après présentation des résultats de nos enquêtes nous remarquons la présence des certaines IMF's à Walungu et c'est notamment le cadre de notre cas TGD, qui inclue une certaine amélioration de niveau de vie dans les ménages des certaines femmes Néanmoins un grand nombre des femmes n'ont pas encore accès facile aux services financiers et notamment aux services de micro crédit pour ne citer que le cas particulier de cette étude; avec comme cause les éléments ci après :

Les conditions de vie des femmes de Walungu et leur accès aux infrastructures sociales de base constituent des obstacles majeurs pour leur accès au contrôle des ressources financières.

- D'une part elles sont moins libres pour entreprendre et doivent chaque fois requérir l'avis de leur mari avant de prendre la décision d'emprunter; d'autre part le fait que certains maris, surtout en milieu rural, éprouvent une réticence à voir leur femme devenir financièrement indépendante est également une explication plausible; · enfin elles courent également le risque d'être expropriées par leur mari d'une partie du crédit obtenu, en conséquence elles travaillent davantage pour rembourser.
- Souvent, la conception des produits de crédit n'intègre pas les besoins ou les contraintes spécifiques des femmes.
- Les femmes ne sont pas propriétaires des terres ni des biens mobiliers ni même des cheptels et cela est due à plusieurs coutumes rétrogrades qui continuent à dominer dans le secteur.
- Les lois qui régissent le secteur de micro finances ne prévoient pas les mesures d'intégrations des femmes dans le circuit

Tout cela a pour conséquences:

- ❖ Manque de garantie matérielle à offrir à L'IMF pour accéder aux crédits ;
- ❖ Les garanties présentées sont faibles et ne peuvent pas permettre d'accéder à une somme de crédit plus importante ;
- ❖ Les hommes constituent un frein à l'accès des femmes aux crédits

TGD s'est intéressé aux besoins des femmes rurales, mais la cible n'a pas encore une facilité d'accès aux services (voir les réponses des enquêtés sur les questions liées à la satisfaction des services offerts aux clients)

CONCLUSION

Notre travail a porté sur « *accroître l'inclusion financière des femmes rurales, cas typique des femmes de walungu encadrées par L'IMF TGD* ».

Au début de notre travail, nous avons souligné que le souci qui avait inspiré cette étude était de contribuer à proposer des pistes de solution afin de permettre aux femmes rurales souvent exclus du système financier formel par manque de garantie à être inclus dans le système financier formel afin d'accéder aux crédits pouvant leur permettre de se doter d'un capital suite aux efforts fournis par les institutions de micro finance.

A travers l'expose théorique, notre intention était d'évaluer en détail la politique de crédit en tant que frein ou moteur d'une institution de micro finance d'une part et de l'autre part un outil d'un développement durable chez les bénéficiaires toujours dans l'objectif ultime de tisser un cadre de référence pour les analyses ultérieures.

Pour esquisser une réflexion sur l'amélioration des mécanismes d'accès des femmes rurales aux micro crédits, notre choix s'est porté sur la gestion de crédit du TGD Sarl de 2010 à 2014. Devant cette situation, une question de la problématique ayant retenu notre attention est de savoir comment permettre aux femmes rurales de Walungu qui n'ont pas de garanties d'accéder aux crédits individuels de fonds de roulement en vue de leur donner la possibilité ou l'occasion d'assurer efficacement leur rôle au sein de la communauté dont elles font partie.

Suivant la question de la problématique, nous avons libellé l'hypothèse suivante La création d'Associations de Crédit Intermédiaire (ACI) au sein des communautés rurales de Walungu, soutenues par la TGD, permettra d'améliorer l'accès des femmes aux crédits, renforçant ainsi leur autonomie économique et contribuant à réduire la pauvreté féminine.

La vérification de ces hypothèses a nécessité une recherche théorique et pratique qui a été guidé par les objectifs ci-après:

- ❖ Déceler les difficultés qu'éprouvent les femmes du milieu rural en général et du territoire de Walungu au Sud-Kivu en République Démocratique du Congo en particulier à accéder aux crédits offerts par les institutions de microfinance.
- ❖ Proposer les stratégies ou approches pouvant permettre aux femmes rurales mariées de Walungu d'être incluses davantage dans le système financier formel.

Afin d'atteindre nos résultats, nous avons fait recours aux techniques et méthodes suivantes :

La technique documentaire, technique du questionnaire, la technique d'observation et la technique d'interview, la technique d'échantillonnage. Quant aux méthodes, nous avons utilisé la méthode analytique, la méthode descriptive et celle de Rond de cuin.

Pour bien mener notre recherche, nous avons subdivisé ce travail en 4 chapitres.

Le premier chapitre est fait de la définition des termes clefs, contexte et constat de la nécessité de l'étude à Walungu ; le deuxième parle la revue de la littérature ; le troisième s'est focalisé sur méthodologie de la collecte des données et la présentation des résultats d'enquêtes et le dernier chapitre traite de la proposition des stratégies pour la contribution efficace de TGD dans l'amélioration d'accès aux microcrédits aux femmes de Walungu.

Les analyses que nous avons effectuées à travers cette étude, nous ont permis d'affirmer que les IMFs œuvrant à Walungu les structure en Caisse Villageoise qui ayant des caisses internes au sein de leurs associations constituera un renforcement de la garantie caution solidaire qui constitue une garantie qui renforce l'accès aux crédits individuels aux femmes rurales démunies de Walungu.

VII. REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Ouvrages

- AKTOUF O., *Méthodologies des sciences sociales et approche qualitative des organisations*, PUO, Québec, 1992
- AUQUET, G., *Le secteur coopératif*, 4^{ème} éd., *Édition de l'institution des études coopératives*, Bales, 1965
- BOUDINOT A., *Technique et pratique bancaire*, éd. Sirey, Paris, 1978
- Boyé et al., *Le guide de la microfinance: Microcrédit et épargne pour le développement*, Eyrolles, Ed. D'organisations, 2^{ème} éd. Paris, 2009
- Dr. Konrad Ellsäßer, *Finances pour le développement économique & social (FIDE), agriculture & développement rural, la microfinance durable pour les zones rurales*, Mali, 2006
- Fauquet, G., *le secteur coopératif*, 4^{ème} éd., *Édition de l'institution des études coopératives*, Bales, 1965,
- International Alert et LEAD, *Femme comme l'objet d'exploitation socio – économique dans la dynamique des genres au Sud-Kivu*, janvier 2009
- Gagnon JM, *Traité de gestion financière*, 2^{ème} édition, Paris 1981
- GHIGLION R et MATALON B, *Théories sociologiques, théories et pratiques*, Paris 1976
- GUBERT F., *Analyser l'impact d'un projet de micro finance*, A.F.D., 2005
- LEDGERWOOD J., *Manuel de micro finance: une perspective institutionnelle et financière*, Washington D.C, 1999
- N'da P., *Méthodologie de la recherche, de la problématique à la discussion des résultats*, Editions Universitaires de Côte d'Ivoire, Abidjan, 2002
- Rebecca M. Vonderlack et Mark Schreiner, *Femmes, microfinance et épargne : quelques propositions tirées de l'analyse des pratiques informelles*, 23 septembre 2003
- Soladie Anne-Sophie, *Micro-finance et empowerment des femmes rurales au Burkina Faso, Etude de cas du Réseau des Caisses Populaires du Burkina Faso, agence de Zabré Mé.*

2. Rapports

- Atelier Dimitra FAO, *Accès à la terre en milieu rural en Afrique, Stratégie de lutte contre les inégalités de genre*, Bruxelles, septembre, 2008
- RSM, *rapport du deuxième atelier du réseau solidarité microfinance du 3 au 6 novembre 2003*
- Rapport du sommet mondial de micro – crédit, 2005
- Rapport sur l'état de la campagne 2007 du Sommet sur le microcrédit
- Rapport narratif de TGD 2013
- Rapport du séminaire sur la microfinance sous le thème général « *Introduction to village Banking* » tenu à Kigali et à Kampala du 6 au 12 août 2000

3. Mémoires et Cours

- Adolphe IRAGI RUGAMBWA, *Les micro-crédits et le bien être socio-économique des ménages*, Mémoire de Licence, ISDR-Bukavu, 2007
- Claudine BAGALWA, *impact du système des crédits rotatifs sur le niveau de vie des femmes encadrées par PLD*, T.F.C/ISDR, 2002
- Edouard BITANGALO WASSO, *Les politiques de micro-crédit dans la lutte contre la pauvreté à Bukavu : cas du PAIDEK, PLD et CAPEP*, Mémoire, ISDR/Bukavu, 2004
- NSIMIRE CIZUNGU Emma, *Tous pour le genre dans le développement TGD, une Analyse des stratégies de lutte contre la pauvreté et la promotion des Genres au par les microcrédits, cas de la ville de Bukavu et ses périphéries*. Mémoire de licence, ISDR-Bukavu, 2010

4. Dictionnaire

- Dictionnaire Hachette encyclopédique, éd. Hachette, Paris, 1998

5. Autres documents et Sites internet

- *Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté*, RDC, juillet 2006

- *La micro-finance pour l'amélioration de son rôle dans le financement de l'économie*, juin, 2003,
- Tous pour le genre dans le développement, Plan stratégique 2014-2017
- <http://fr.wiktionary.org/wiki/>
- www.worldbank.org/wb/Banking, Mémoire d'Etudes Politiques de Toulouse, 2010.